

Témoignages

Pour un éclairage différent de ce dossier, deux étudiants ont accepté de répondre aux questions d'Après-demain, nous livrant leur point de vue.

Après-demain : De votre point de vue, les formations proposées aujourd'hui aux jeunes préparent-elles à exercer un emploi ?

Rémicard, étudiante à l'Institut d'études politiques de Paris :

Les formations proposées aujourd'hui aux jeunes sont indéniablement beaucoup plus nombreuses et diverses qu'en 1970 ou bien même qu'au début des années 2000. Cette évolution s'explique en grande partie par l'apparition de nouveaux secteurs d'activités en réponse à la grande invention de notre époque : internet. Il est par conséquent difficile de formuler une réponse générale quant au niveau d'efficacité de ces différentes formations dans le cadre de l'exercice d'un emploi. Il faut faire une distinction entre les formations purement théoriques comme les cursus à l'université et les formations plus professionnalisantes comme les BTS ou bien les écoles en alternance. Il me semble que cette deuxième catégorie ou du moins les formations qui rendent le stage en entreprise obligatoire préparent mieux les jeunes à exercer un emploi dans la mesure où la théorie est accompagnée d'expérience sur le terrain. Cela permet non seulement aux jeunes de se familiariser avec le monde de l'entreprise mais aussi de se créer un réseau professionnel tout en étoffant leur CV. De mon point de vue, les formations purement théoriques confèrent un désavantage car elles ne préparent pas à faire face aux difficultés du monde du travail, de plus le manque d'expérience apparent sur le CV

ne leur permet souvent pas de pouvoir intégrer ce monde. En raison de la situation économique actuelle de la France, le marché du travail devient de plus en plus compétitif et il est demandé aux jeunes maintes qualifications que certaines formations n'offrent pas. La maîtrise de plusieurs langues dont principalement l'anglais est primordiale dans les qualifications demandées aux jeunes, toutefois, la grande majorité des formations ne conduisent pas à une réelle maîtrise de cette langue. Cela confère un désavantage indéniable aux jeunes les suivant. Il est, néanmoins, important de remarquer l'existence d'un paradoxe assez frappant dans le système de l'enseignement supérieur du pays. Il y a, en effet, d'un côté l'université ouverte à tous, offrant une formation théorique de plus ou moins bonne qualité mais qui ne permet d'acquérir aucune expérience concrète. De l'autre côté, on trouve les grands établissements comme l'Institut d'études politiques de Paris ou bien HEC accessibles aux jeunes d'une certaine catégorie sociale, qui offrent non seulement une formation théorique de qualité mais également la possibilité d'effectuer des stages dans de grandes entreprises ou bien même d'acquérir de l'expérience à l'étranger. Il est évident que l'un sera plus valorisé sur le CV que l'autre. La majorité des jeunes, n'ayant pas la chance d'avoir accès à ces illustres écoles, se trouvent donc désavantagés par le nom même de leur établissement. Ainsi, on peut en déduire que le problème est avant tout social dans la mesure où, à quelques exceptions près, la catégorie sociale de départ définit les formations auxquelles les jeunes auront accès et donc leur niveau de préparation à exercer un emploi.

Bertrand, étudiant au CNAM après un Brevet de technicien supérieur et une licence professionnelle :

De par mon parcours personnel, je pense réellement que la valeur ajoutée des formations se situe dans la réalisation de stages en entreprise. J'ai, pour ma part, complété plusieurs formations qui m'ont permis d'obtenir de réelles compétences professionnelles en multipliant mes expériences en entreprise. Paradoxalement, les formations professionnalisantes sont plutôt mal reconnues par les employeurs, il en découle beaucoup de difficultés pour les jeunes diplômés de trouver un emploi. Qui plus est, les centres d'enseignement vantent la possibilité d'user de passerelles entre formations pour pouvoir compléter son savoir et son expérience dans le but d'augmenter son employabilité. La réalité est toute autre et les passerelles entre formations sont très restrictives. Pour beaucoup de jeunes ayant eu mon parcours, nous nous retrouvons devant une rigidité des entreprises et du système de formation alors que dans un même temps la flexibilité et la polyvalence sont des qualités nécessaires dans le contexte économique actuel.

Après-demain : La voix des jeunes est-elle assez entendue (entre autres, sur ce sujet de la formation) dans le débat politique ?

Rémicard :

Il semble évident que la voix des jeunes n'est pas assez entendue dans le débat politique, notamment, au sujet de la formation. L'avis des jeunes est rarement demandé avant d'imposer des réformes ou différentes mesures dans le cadre de la formation. De plus, les jeunes sont très souvent écartés de la vie politique française et ne sont pas invités à participer au débat politique. L'impression générale est que les élus ne s'intéressent à la jeunesse que lors des élections. Elle est ensuite relayée au second plan sous prétexte qu'elle n'a ni assez de connaissances ni assez d'expériences pour être prise au sérieux. Certes, il est aisé de constater qu'une partie des jeunes ne cherchent pas à gagner de la légitimité dans la mesure où une bonne partie ne connaît pas la différence entre les

différents partis politiques. Cependant, la responsabilité de cette ignorance ne revient pas seulement à ces individus mais aussi à l'école qui ne remplit pas son rôle d'informateur. La politique est un sujet quasi tabou dans une majorité d'établissements, ainsi, une bonne partie de la jeunesse ignore totalement comment fonctionne la vie politique du pays et finit souvent par développer une indifférence palpable à l'égard de la sphère politique. Les jeunes se désintéressent donc de la vie politique et sont très peu engagés car ils ont l'impression d'être exclus de la sphère politique du pays. Le mouvement « nuit debout » montre bien le malaise de la jeunesse française qui ne se reconnaît pas du tout dans les différents élus. Une enquête de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) en 2011 décrit d'ailleurs les jeunes français comme les plus pessimistes du monde. Ils sont enthousiasmés par leur époque mais pas par leur pays. Ils observent avec un certain scepticisme les programmes politiques des différents élus qui, à l'instar de François Hollande, annoncent souvent vouloir se concentrer sur la jeunesse mais on ne voit que très peu les résultats de ses promesses de campagne électorale.

Bertrand :

Non, je pense que la voix des jeunes n'est pas assez entendue, mais encore faudrait-il les faire débattre sur les sujets. Les jeunes sont plutôt désintéressés du débat politique et ne réagissent souvent que sous la pression des organisations syndicales étudiantes. L'exemple du mouvement anti-loi travail en est l'exemple par excellence. Une mauvaise pédagogie des politiques sur la réforme, la reprise alarmiste des syndicats et des milliers de jeunes suivent sans jamais élever le débat. Je pourrais tout aussi bien mentionner l'exemple du mouvement anti-CPE. Je pense que si nous en sommes là, c'est le signe profond que le dialogue entre la jeunesse et les politiques est devenu inexistant. Triste présent qui fait écho à cette fameuse émission d'Antenne 2 avec Balavoine et F. Mitterrand pourtant datée de 1980. Malheureusement, le malaise est bien plus profond aujourd'hui. L'enjeu des politiques est grand, car la jeunesse représente les futurs actifs de demain, qui élèveront sûrement leurs familles sans les responsabiliser politiquement.